**CONTRAT A DURÉE INDÉTERMINÉE**

**(*Contrat à durée indéterminée dans une nouvelle collectivité pour pourvoir un emploi permanent*)**

**ÉTABLI EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.332-12**

**DU CODE GENERAL DE LA FONCTION PUBLIQUE**

*Rappel : L’autorité territoriale peut recruter en contrat à durée indéterminée (C.D.I.) un agent contractuel bénéficiant déjà dans une autre collectivité d’un C.D.I. sous réserve de remplir les conditions suivantes :*

* *Le recrutement doit intervenir sur le fondement de l’article L.332-8 du code général de la fonction publique,*
* *L’agent contractuel devra exercer dans la nouvelle collectivité des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique (A, B ou C) que celles occupées dans la précédente collectivité.*

Entre [**dénomination exacte de la collectivité ou de l'établissement concerné**]représenté*(e)* par son Maire *(ou Président)*, etdûment habilité par délibération du [**indiquer l'organe délibérant**]en date du [**date**]

Et

M. ou Mme [**Nom, Prénom**], « le cocontractant »,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-12°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

***Selon les cas :***

*(Si recrutement article L.332-8 1° - absence de cadre d’emplois)*

Vu la délibération en date du [**date**] créant l’emploi permanent de [**emploi**] relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] comprenant les fonctions suivantes [**fonctions**] et fixant le niveau de rémunération ainsi que la quotité horaire de travail à hauteur de [**heures**]/35h00,

Considérant qu’il n’existe pas de cadre d’emplois de fonctionnaires susceptibles d’assurer les fonctions correspondantes,

***Ou***

*(Si recrutement article L.332-8 2° - si les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient)*

Vu la délibération en date du [**date**] créant l’emploi permanent de [**emploi**] relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] comprenant les fonctions suivantes [**fonctions**] et fixant le niveau de rémunération ainsi que la quotité horaire de travail à hauteur de [**heures**]/35h00,

Considérant que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient,

Considérant qu’aucun fonctionnaire n’a pu être recruté dans les conditions prévues par la loi,

***Ou***

*(Si recrutement article L.332-8 3° - emploi pour les communes de moins de 1 000 habitants et les groupements de communes de moins de 15 000 habitants)*

Vu la délibération en date du [**date**] créant l’emploi permanent de [**emploi**] relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] comprenant les fonctions suivantes [**fonctions**] et fixant le niveau de rémunération ainsi que la quotité horaire de travail à hauteur de [**heures**]/35h00,

***Ou***

*(Si recrutement article L.332-8 4° - temps non complet inférieur à un mi-temps)*

Vu la délibération en date du [**date**] créant l’emploi permanent de [**emploi**] relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] comprenant les fonctions suivantes [**fonctions**] et fixant le niveau de rémunération ainsi que la quotité horaire de travail à hauteur de [**heures**]/35h00,

***Ou***

*(Si recrutement article L.332-8 5° - communes de moins de 2000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public)*

Vu la délibération en date du [**date**] créant l’emploi permanent de [**emploi**] relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] comprenant les fonctions suivantes [**fonctions**] et fixant le niveau de rémunération ainsi que la quotité horaire de travail à hauteur de [**heures**]/35h00,

Vu la déclaration de vacance d’emploi auprès du centre de gestion en date du [**date**],

Vu la candidature de M. ou Mme [**Nom, Prénom**],

Considérant que l’intéressé(e) est titulaire d’un contrat à durée indéterminée établi le [**date**], par lequel il *(ou elle)* a été recruté(e) sur le grade de [**grade**], relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] à raison de [**heures**] hebdomadaires dans la collectivité de [**commune ou établissement public d’origine**],

Considérant que la collectivité souhaite pourvoir un emploi permanent de [**poste**] dans le grade de [**grade**] relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] à raison de [**heures**] hebdomadaires sur le fondement de l’article L.332-8 du code général de la fonction publique,

Considérant que l’intéressé(e) exercera dans la nouvelle collectivité des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique que celles occupées dans la précédente collectivité,

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1** : OBJET ET DURÉE DU CONTRAT

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est recruté(e) pour une durée indéterminée à compter du [**date**], en qualité de [**intitulé du poste et grade**], contractuel relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] pour assurer les fonctions suivantes :

* [**fonctions**].

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] sera affecté à [**lieu d’affectation**].

**ARTICLE 2** : PÉRIODE D’ESSAI

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] n’est pas soumis(e) à une période d’essai.

**OU**

1. Durée de la période d’essai

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est soumis(e) à une période d’essai de [**durée**] qui permettra à la collectivité d’évaluer les compétences de l’agent et à ce dernier d’apprécier si les fonctions occupées lui conviennent.

*(période d’essai qui peut être modulée à raison d’un jour ouvré par semaine de durée de contrat, dans la limite de 3 mois)*

2. Possibilité de renouveler la période d’essai

La collectivité se réserve la possibilité de renouveler une fois la période d’essai pour une durée au plus égale à sa durée initiale.

3. Licenciement en cours ou au terme de la période d’essai

Le licenciement en cours ou au terme de la période d’essai ne peut intervenir qu’à l’issue d’un entretien préalable au cours duquel l’agent peut être assisté par une personne de son choix conformément au 3ème alinéa de l’article 42 du décret n°88-145 du 15 février 1988.

La décision de licenciement est notifiée à l’intéressée par lettre recommandée avec demande d’avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

Le licenciement au cours de la période d’essai doit être motivé.

**ARTICLE 3** : DROITS ET OBLIGATIONS

Conformément aux dispositions du code général de la fonction publique, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] sera soumis*(e)* pendant toute la période d'exécution du présent contrat aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par le Livre Ier du code général de la fonction publique et par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisés.

En cas de manquement à ces obligations, le régime disciplinaire prévu par le décret précité pourra être appliqué.

**ARTICLE 4** : TEMPS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Pour l'exécution du présent contrat, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] exercera ses fonctions pour une durée hebdomadaire de [**durée**].

Compte tenu notamment des fonctions occupées par l’agent, de la qualification requise pour leur exercice, des diplômes détenus par l’agent ainsi que de son expérience professionnelle, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] percevra une rémunération mensuelle sur la base de l'indice brut [**IB**], indice majoré [**IM**], l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement, *(le* *cas échéant)* les primes et indemnités instituées par l’assemblée délibérante.

**ARTICLE 5** : FORMATION D’INTÉGRATION ET DE PROFESSIONNALISATION

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est astreint(e) à suivre les actions de formation mentionnés à l’article L.422-28 du code général de la fonction publique.

**ARTICLE 6** : SÉCURITÉ SOCIALE – RETRAITE

Pendant toute la durée du présent contrat, la rémunération de M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité Sociale. M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est affilié*(e)* à l'IRCANTEC.

**ARTICLE 7** : RUPTURE DU CONTRAT

1 - Licenciement à l'initiative de la collectivité *(ou établissement)* employeur

En cas de licenciement, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] a droit à un préavis d'une durée :

* De 8 jours dans le cas où la durée des services est de moins de 6 mois,
* De 1 mois dans le cas où la durée des services est comprise entre 6 mois et 2 ans,
* De 2 mois dans le cas où la durée des services est supérieure ou égale à 2 ans.

L'attribution du préavis tel que déterminé ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat.

Il en est fait de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique, à la suite d'un congé sans traitement d'une durée égale ou supérieure à 1 mois, soit au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.

Le licenciement est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception

2) Démission du cocontractant

La démission de M. ou Mme [**Nom, Prénom**] doit être clairement exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception.

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est tenu*(e)* de respecter un préavis d'une durée :

* De 8 jours au moins si la durée des services est inférieure à 6 mois,
* De 1 mois au moins si la durée des services est égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans,
* De 2 mois au moins si la durée des services est égale ou supérieure à 2 ans.

L’ancienneté est décomptée jusqu’à la date d’envoi de la lettre de démission. Elle est calculée compte tenu de l’ensemble des contrats conclus avec l’agent, y compris ceux effectués avant une interruption de fonctions sous réserve que cette interruption n’excède pas 4 mois et qu’elle ne soit pas due à une démission de l’agent.

**ARTICLE 8 :** FIN DU CONTRAT

A la fin du contrat, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] se verra délivrer un certificat qui contient les mentions suivantes :

* La date de recrutement de l’agent et celle de fin de contrat,
* Les fonctions occupées par l’agent, la catégorie hiérarchique dont elles relèvent et la durée pendant laquelle elles ont été effectivement exercées,
* Le cas échéant, les périodes de congés non assimilées à des périodes de travail effectif.

**ARTICLE 9** : CONTENTIEUX

Les litiges nés de l’exécution du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative du tribunal administratif de Nîmes dans le respect du délai de recours de deux mois.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en double exemplaire à [**commune**], le [**date**]

Le Maire *(ou le Président)* Le cocontractant

Ampliation adressée au :

- Comptable de la collectivité.

*(Le cas échéant)*

***Annexes :***

* Fiche de poste,
* Document récapitulant l'ensemble des instructions de service opposables aux agents titulaires et contractuels (exemple : règlement intérieur, circulaire, note de service…),
* Les certificats de travail délivrés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics dans les conditions prévues à l’article 38 du décret n°88-145 du 15 février 1988.